



Conseil économique et social

Distr. générale
14 août 2020
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité des forêts et de l'industrie forestière

Soixante-dix-huitième session

Genève, 4-6 novembre 2020

Point 6 c) de l'ordre du jour provisoire

**Rapports présentés et activités mises en œuvre au titre du Programme de travail intégré de Varsovie pour 2018-2021 et décisions en la matière :
établissement de rapports sur la gestion durable des forêts
dans le Caucase et en Asie centrale**

Rapport sur la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document donne un aperçu des résultats et du processus de mise en œuvre du projet de renforcement des capacités intitulé « Dispositifs de contrôle de la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale », qui est financé par la dixième tranche du Compte de l'ONU pour le développement et exécuté par la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan. Le projet a rendu les cinq pays mieux à même d'élaborer des ensembles de critères et d'indicateurs adaptés à leurs secteurs forestiers nationaux, aux prescriptions multisectorielles et aux obligations internationales.

De plus, le projet a aidé les pays concernés à mettre au point des méthodes sur mesures (fiches méthodologiques) pour tous les indicateurs appartenant à ces ensembles nationaux, ce qui leur a permis de continuer à développer leurs systèmes d'information sur les forêts et, ainsi, de suivre et appuyer la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts.

Le Comité est invité à :

- a) Aider les pays du Caucase, d'Asie centrale et des autres sous-régions de la CEE à mettre en place des mécanismes nationaux d'établissement de rapports sur la gestion durable des forêts ;
- b) Appuyer la diffusion des résultats du projet, notamment, selon ce qui est approprié, les études consacrées à l'établissement de rapports nationaux sur la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale, aux Directives CEE/FAO sur l'élaboration d'un ensemble de critères et d'indicateurs pour une gestion durable des forêts et à l'état des forêts dans le Caucase et en Asie centrale ;

* Nouveau tirage pour raisons techniques (17 septembre 2020).



c) Conseiller la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois sur l'orientation et le champ d'application des activités de renforcement des capacités concernant l'établissement de rapports nationaux et la collecte de données sur la gestion durable des forêts.

I. Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts

1. En 1992, à Rio de Janeiro, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), le Sommet planète Terre, a adopté le programme Action 21¹, dans lequel elle a notamment appelé à l'élaboration de systèmes basés sur des paramètres et indicateurs économiques, sociaux et environnementaux permettant de suivre et d'évaluer les progrès vers le développement durable. La CNUED a également adopté une « déclaration de principe non juridiquement contraignante, mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêt »² (les principes forestiers).
2. Faisant suite au programme Action 21 et aux principes forestiers, les pays et les organisations ont engagé un travail visant à élaborer des ensembles régionaux de critères et indicateurs, dans le cadre de processus existants ou après avoir créé des mécanismes spécialement à cet effet. Quatre de ces processus concernent les pays de la région de la CEE : le Processus forestier paneuropéen³, le Processus de Montréal⁴, le Processus du Proche-Orient⁵ et le Processus pour les pays à faible couvert forestier (Processus de Téhéran)⁶ (CEE, 2019).
3. Depuis 1992, des progrès importants ont été réalisés non seulement en ce qui concerne l'élaboration d'indicateurs, la collecte de données pertinentes et l'établissement de rapports d'évaluation, mais aussi dans la promotion du concept de « critères et indicateurs » comme outil de gestion des forêts et d'élaboration de politiques. Aujourd'hui, les critères et indicateurs sont considérés comme un outil complexe permettant d'observer l'état des forêts, de mesurer les progrès accomplis vers une gestion durable des forêts, d'élaborer une définition commune de la gestion durable des forêts à tous les niveaux, de fixer un cadre de référence pour la conception, la planification et la programmation des politiques et de communiquer avec la société dans son ensemble.
4. Le développement d'ensembles régionaux de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts a été suivi par la production de séries équivalentes au niveau national, lesquelles étaient adaptées en fonction des ensembles régionaux et des situations, des capacités et des besoins aux niveaux national, infranational et local. Cependant, même si le développement et la mise en œuvre d'ensemble régionaux et nationaux de critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts s'est généralement soldé par un succès, certains pays n'ont pas pu avancer dans cette direction faute de capacités suffisantes.
5. Afin d'appuyer les pays dans leurs efforts visant à développer des ensembles de critères et indicateurs adaptés à leurs secteurs forestiers nationaux, la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois a élaboré le projet du Compte de l'ONU pour le développement intitulé « Dispositifs de contrôle de la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale ».

¹ <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/Agenda21.pdf>.

² <http://www.un-documents.net/for-prin.htm>.

³ https://foresteurope.org/wp-content/uploads/2016/11/III.-ELM_7MC_2_2015_MinisterialDeclaration_adopted-2.pdf#page=5.

⁴ https://www.montrealprocess.org/The_Montreal_Process/Criteria_and_Indicators/index.shtml.

⁵ <http://www.fao.org/tempref/docrep/fao/Meeting/010/AF995E/af995e00.pdf>.

⁶ <https://www.rinya.maff.go.jp/j/press/kaigai/pdf/iran.pdf>.

II. Création de capacités dans les pays du Caucase et d'Asie centrale à travers le projet de création de capacités intitulé « Dispositifs de contrôle de la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale »

A. Introduction

6. Le projet de création de capacités intitulé « Dispositifs de contrôle de la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale » a été financé par la dixième tranche du Compte de l'ONU pour le développement et exécuté par la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois. Initialement programmé sur la période comprise entre 2016 et 2019, le projet a été prolongé jusqu'à décembre 2020 et des ressources supplémentaires lui ont été allouées.

7. Le projet avait pour objectif de développer les capacités des cinq pays (Arménie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan et Ouzbékistan) de façon à les rendre capables d'élaborer des critères et indicateurs nationaux et des dispositifs de communication et de contrôle pour une gestion durable des forêts.

8. Le projet devait permettre aux pays concernés de participer activement aux processus internationaux relatifs aux forêts et de contribuer au développement durable et à la promotion d'une économie forestière compatible avec la protection de l'environnement. Les critères et indicateurs nationaux pour une gestion durable des forêts seront également utilisés pour sensibiliser les décideurs et la société dans son ensemble sur la valeur des forêts.

9. Les dispositifs de surveillance et de contrôle devraient permettre aux pays concernés de progresser vers une gestion durable des forêts. L'action menée dans le cadre du projet consistait surtout à définir les besoins d'information, recenser les lacunes et fournir des services consultatifs pour aider les pays à développer leurs ensembles de critères et indicateurs nationaux.

B. Aperçu des dispositifs nationaux de communication pour une gestion durable des forêts dans les pays bénéficiaires du projet

10. L'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont été sélectionnés pour ce projet de création de capacités, car ils ne disposaient pas de critères et indicateurs nationaux pour une gestion durable des forêts et n'avaient donc pas non plus de système d'information sur les forêts.

11. Situés dans la partie Sud-Est de la région de la CEE, ces pays sont devenus indépendants en 1991 après la désintégration de l'Union soviétique. Quoique de superficie réduite, leurs forêts sont des réservoirs de biodiversité qui procurent un large éventail de services d'intérêt social, économique et environnemental. Il s'agit essentiellement de forêts domaniales administrées par l'État. Les difficultés que ces pays rencontrent le plus fréquemment sont, entre autres, le manque de ressources, la pénurie de personnel qualifié, le manque de coordination entre les secteurs et la méconnaissance de l'importance du secteur forestier par les responsables politiques et la société en général. Les forêts de ces pays peuvent être exposées à des sécheresses, à des incendies, à la présence de parasites ou de maladies, au surpâturage et aux abattages illégaux.

12. Depuis leur accession à l'indépendance, les cinq pays sont en proie à une récession économique et à des difficultés politiques qui contrarient le développement de leur législation et de leurs institutions nationales. Les organisations forestières de la région ont dû faire face au manque de capacités techniques et financières voulues pour maintenir des systèmes de planification de la gestion des forêts et réaliser des inventaires réguliers des forêts. Malgré des améliorations notables observées au cours des dernières années, la collecte de données sur les forêts et la surveillance des données sont encore loin d'être systématiques. Les statistiques sur les forêts sont souvent anciennes ou peu fiables.

C. Exécution du projet

13. Le projet s'articulait autour de deux axes : 1) amélioration de la connaissance, par les acteurs nationaux (décideurs, experts gouvernementaux et autres parties prenantes), des pratiques internationales optimales en matière de mesure, de surveillance et d'information pour une gestion durable des forêts ; et 2) amélioration des capacités nationales requises pour développer des dispositifs nationaux d'information et de contrôle.

1. Amélioration de la connaissance, par les acteurs nationaux (décideurs, experts gouvernementaux et autres parties prenantes), des pratiques internationales optimales en matière de mesure, de surveillance et d'information pour une gestion durable des forêts

14. Le projet a permis d'améliorer sensiblement la connaissance, au niveau national, des pratiques internationales optimales en matière de mesure, de surveillance et d'information pour une gestion durable des forêts. Après le lancement du projet en 2016 et le premier cycle d'ateliers nationaux et de missions de consultation en 2017, les résultats intermédiaires ont été présentés et examinés en février 2018 lors d'un atelier à mi-parcours organisé parallèlement à la réunion de l'Équipe de spécialistes CEE/FAO du suivi de la gestion durable des forêts. Les connaissances accumulées entre ces rencontres et par leur intermédiaire ont aidé les cinq pays bénéficiaires à élaborer une première version de leurs ensembles de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts.

15. Les lignes directrices CEE/FAO sur le développement d'un ensemble de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts⁷, élaborées dans le cadre de ce projet, renferment des concepts, des définitions, des outils et des références spécifiques destinés à faciliter l'élaboration de critères et indicateurs nationaux.

16. La publication intitulée « National Reporting on Sustainable Forest Management in Central Asia and the Caucasus » (« établissement de rapports nationaux dans les pays d'Asie centrale et du Caucase ») donne un aperçu du projet⁸ et formule des conclusions et des recommandations.

2. Amélioration des capacités nationales requises pour développer des dispositifs nationaux d'information et de contrôle

17. Les cinq pays bénéficiaires ont élaboré leur ensemble de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts⁹.

18. Au cours de l'atelier régional de lancement, en 2016, les pays ont reçu des conseils et ont adopté une feuille de route relative à l'exécution du projet au niveau national. Deux séries d'ateliers nationaux de formation ont eu pour thème l'examen de la situation actuelle dans chaque pays. C'est à cette occasion que le travail de définition des critères et indicateurs nationaux pour une gestion durable des forêts a été entrepris. Beaucoup de similitudes entre les pays ont été constatées, mais les priorités étaient parfois différentes. Les pays ont fait leur concept global de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts non seulement en tant qu'outil d'information, mais encore en tant qu'instrument appelé à orienter le développement des politiques et stratégies nationales.

19. Au cours de l'atelier ont été présentés les sept éléments thématiques de la gestion durable des forêts définis dans l'instrument juridiquement non contraignant adopté comme cadre de référence par le Forum des Nations Unies sur les forêts¹⁰. Les participants ont examiné les critères et indicateurs définis par les différents processus régionaux avant de s'intéresser à leur pertinence, leur applicabilité et leur vérifiabilité. Les pays ont élaboré des critères et indicateurs nationaux pour une gestion durable des forêts et les ont peaufinés avant de les présenter à l'occasion d'un atelier régional à mi-parcours tenu en 2018.

⁷ <https://www.rinya.maff.go.jp/j/press/kaigai/pdf/iran.pdf>.

⁸ <http://www.unece.org/forests/areas-of-work/capacity-building/unda2016-2019.html>.

⁹ <https://www.unece.org/forests/areas-of-work/capacity-building/unda2016-2019.html>.

¹⁰ <http://www.fao.org/forestry/sfm/85084/fr/>.

20. Les critères et indicateurs nationaux ont été parachevés au cours d'une deuxième série d'ateliers sur la base d'une définition commune de la gestion durable des forêts. Les participants ont examiné les principaux éléments de l'industrie forestière au niveau national et défini des améliorations quantifiables à apporter à chacun d'eux. La disponibilité de données est apparue comme un des problèmes les plus urgents. Si certains pays préféraient travailler à partir des données existantes, d'autres estimaient qu'en incluant des indicateurs pour lesquels il n'y avait pas encore de données disponibles, ils inciteraient les parties prenantes à tout faire pour combler les données manquantes.

21. Les données issues d'inventaires, de plans de gestion et de sources similaires plus anciens pouvaient être utilisées pour améliorer la surveillance, mais les pays sont convenus qu'il y avait lieu d'améliorer les systèmes de planification de la gestion des forêts et de renouveler régulièrement les inventaires.

22. Les résultats de la mise en place des dispositifs de contrôle ont été présentés lors du dernier atelier régional (Congrès des forêts), qui s'est tenu du 28 au 31 mai 2019 à Issyk-Koul (Kirghizistan). Cet atelier a permis aux cinq pays bénéficiaires de continuer à développer et de présenter leurs ensembles de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts et de faire connaître leurs besoins et les difficultés qu'ils rencontraient dans leur utilisation. Les informations concernant les critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts ont été présentées à des pays extérieurs au projet (Azerbaïdjan, Tadjikistan et Turkménistan), également représentés à la réunion. Les recommandations formulées lors du Congrès des forêts ont été utilisées comme base pour solliciter une extension du projet et, en particulier, pour appuyer l'élaboration de méthodes de collecte de données sur mesure pour construire les critères et indicateurs relatives à la gestion durable des forêts.

23. Le projet a été prolongé jusqu'à décembre 2020 afin de consolider les résultats et de mieux faire connaître au niveau national les méthodes de collecte de données sur mesure. L'établissement de fiches méthodologiques sur les indicateurs aidera en outre les pays à établir leurs rapports nationaux pour une gestion durable des forêts. La publication intitulée « National Reporting on Sustainable Forest Management » (en cours d'impression), qui synthétise les résultats du projet, renferme également des conclusions et recommandations destinées à améliorer les rapports nationaux des pays bénéficiaires.

3. Résultats

24. L'ensemble national de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts¹¹ et les fiches méthodologiques sur la collecte de données pour les indicateurs pertinents constituent les principaux résultats du projet, lequel a également conduit à la rédaction de deux publications, intitulées « Guidelines for the Development of a Criteria and Indicator set for Sustainable Forest Management » (« lignes directrices pour l'élaboration d'un ensemble de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts ») et « National Reporting on Sustainable Forest Management in Central Asia and the Caucasus » (« établissement de rapports nationaux sur la gestion durable des forêts dans les pays d'Asie centrale et du Caucase »).

25. Les lignes directrices¹² présentent des concepts, définitions, outils et références spécifiques destinés à faciliter le développement des ensembles nationaux de critères et indicateurs. Elles donnent également des exemples et aident les pays à définir des priorités et des objectifs clairs. Les lignes directrices ont été précisées après avoir été appliquées en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan. Elles sont également susceptibles de présenter un intérêt pour d'autres pays.

26. La publication intitulée « National Reporting on Sustainable Forest Management in Central Asia and the Caucasus » synthétise les résultats du projet et suggère de poursuivre le travail par l'élaboration de systèmes d'information sur les forêts. Elle présente les systèmes d'information et d'établissement de rapports sur l'état des forêts en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan et les résultats du projet « Dispositifs de contrôle de la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale », et suggère des

¹¹ <https://www.unece.org/forests/areas-of-work/capacity-building/unda2016-2019.html>.

¹² <https://www.unece.org/fileadmin/DAM/timber/publications/DP-73-ci-guidelines-en.pdf>.

possibilités pour appliquer des ensembles de critères et indicateurs et des systèmes d'information sur les forêts dans ces pays.

27. Le projet a été exécuté selon une approche participative, en tenant compte de la nature globale des systèmes d'information sur les forêts, des contextes politiques, économiques et sociaux et des obligations nationales et internationales en matière d'établissement de rapports. Grâce à leur large participation à l'exécution du projet, les experts et autres acteurs nationaux ont eu la possibilité d'améliorer leur connaissance et leurs capacités s'agissant de la collecte et de l'analyse de l'information sur les forêts. La participation effective des experts locaux a également facilité l'exécution d'autres projets tels que la collecte de données aux fins de la publication sur l'état des forêts du Caucase et d'Asie centrale¹³, l'analyse des rapports de pays pour l'étude sur la restauration des paysages forestiers dans le Caucase et en Asie centrale¹⁴ et l'amélioration des rapports présentés aux fins de l'évaluation des ressources forestières mondiales en 2020 de la FAO (FRA 2020).

4. Effets du projet

28. Les pays ont accomplis des progrès considérables dans l'application à leurs contextes nationaux du concept de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts, considérant les interdépendances entre les processus décisionnels nationaux et internationaux et tenant compte des besoins parfois contradictoires des sociétés sur les plans environnemental et économique.

29. Le projet est devenu un outil de communication efficace qui a permis de montrer aux décideurs, aux acteurs de l'industrie forestière, aux milieux scientifiques, aux organisations de protection de l'environnement, aux chefs d'entreprise et à l'ensemble de la population la nature multidimensionnelle de la gestion durable des forêts et la façon dont les forêts pouvaient contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

30. Les pays ont noué des liens et engagé des coopérations entre les acteurs nationaux et leurs retours d'expérience ont été utilisés pour parachever les ensembles nationaux de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts. Les pays se sont engagés à inclure les critères et indicateurs nationaux dans les instruments juridiques et politiques au plus tard en 2020.

31. Le projet a par ailleurs largement contribué au renforcement de la coopération régionale en matière forestière, par la création d'une plateforme d'échanges professionnels entre experts de la région. De plus, le projet a facilité l'établissement de rapports nationaux aux fins de l'évaluation des ressources forestières de la FAO en 2020 (FRA 2020).

5. Conclusions

32. Les efforts collectifs des experts nationaux et internationaux et de la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois ont permis de rendre les pays concernés mieux à même de rendre compte de la gestion durable des forêts sur la base des critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts. Ils ont contribué à façonner une perception commune de la gestion durable des forêts qui a aidé les pays participants à forger une vision globale. Les pays ont parachevé leurs critères et indicateurs nationaux et établi des fiches méthodologiques qui sont appelées à jouer un rôle essentiel dans la poursuite de la création de leurs systèmes d'information sur les forêts.

33. Le contenu, la structure et la longueur des critères et indicateurs nationaux pour une gestion durable des forêts varient d'un pays à l'autre. Compte tenu de leur nature évolutive, d'autres changements sont à attendre. Cela étant, les pays bénéficiaires du projet seront toujours en butte aux difficultés liées au manque de capacités et de ressources.

¹³ <https://www.unece.org/fileadmin/DAM/timber/publications/sp-47-soccaf-en.pdf>.

¹⁴ <https://www.unece.org/fileadmin/DAM/timber/publications/DP-72-flr-cca-en.pdf>.

34. Le contexte politique, les capacités institutionnelles et les structures socioéconomiques des pays du Caucase et d'Asie centrale diffèrent fréquemment de ceux des autres pays de la région de la CEE, et c'est aussi le cas des enjeux et des préoccupations liés à l'industrie forestière. La mise en œuvre d'une gestion durable des forêts nécessitera par conséquent des approches différentes tenant compte de l'environnement spécifique et de ressources souvent limitées.

35. Le Comité est invité à :

a) Aider les pays du Caucase, d'Asie centrale et des autres sous-régions de la CEE à mettre en place des mécanismes nationaux d'établissement de rapports sur la gestion durable des forêts ;

b) Appuyer la diffusion des résultats du projet, notamment, selon ce qui est approprié, les études consacrées à l'établissement de rapports nationaux sur la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale, aux Directives CEE/FAO sur l'élaboration d'un ensemble de critères et d'indicateurs pour une gestion durable des forêts et à l'état des forêts dans le Caucase et en Asie centrale ;

c) Conseiller la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois sur l'orientation et le champ d'application des activités de renforcement des capacités concernant l'établissement de rapports nationaux et la collecte de données sur la gestion durable des forêts.

Annexe

Ateliers organisés dans le cadre du projet intitulé « Dispositifs de contrôle pour la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale »

Intitulé, date et lieu de la réunion (Appuyez sur [ctrl] et cliquer sur l'intitulé pour accéder à la documentation et au rapport de la réunion ainsi qu'aux informations la concernant)

Congrès sur les forêts pour le Caucase et l'Asie centrale,
mai 2019, Kirghizistan

Deuxième atelier national sur les critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour
l'Arménie,
février 2019, Arménie

Deuxième atelier national sur les critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour la
Géorgie,
novembre 2018, Géorgie

Deuxième atelier national sur les Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour le
Kazakhstan,
septembre 2018, Kazakhstan

Deuxième atelier national sur les Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour
l'Ouzbékistan,
août 2018, Ouzbékistan

Deuxième atelier national sur les Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour le
Kirghizistan,
avril 2018, Kirghizistan

Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale,
février 2018, Géorgie

Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour la Géorgie,
novembre et décembre 2017, Géorgie

Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour l'Arménie,
septembre 2017, Arménie

Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour l'Ouzbékistan,
août 2017, Ouzbékistan

Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour le Kazakhstan,
juin 2017, Kazakhstan

Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour le Kirghizistan,
mars 2017, Kirghizistan

Critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts pour le Caucase et l'Asie centrale,
novembre 2016, Arménie
